



Flux d'investissements directs étrangers en Asie du Sud-Est : une région entre Chine et États-Unis

Depuis 2018, les pays réunis au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) recueillent plus de 10 % des flux d'investissements directs dans le monde. Cette région a en effet largement tiré parti de la mondialisation des chaînes de valeur concomitante au basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique. Les États-Unis demeurent le principal pays investisseur dans la zone avec 19 % de l'encours du stock d'investissements directs étrangers (IDE) en ASEAN, contre seulement 3 % pour la Chine (8 % avec Hong Kong). Cependant les investissements chinois accélèrent : en 2021, la Chine représentait 8 % des flux d'IDE (13 % avec Hong Kong), contre 23 % des flux totaux pour les États-Unis selon les données de balance des paiements de l'ASEAN.

Xavier DENIS
Bureau de la Banque de France à Singapour

Codes JEL
F13, F14,
F15, F18

Les flux d'investissements directs entrants en 2021

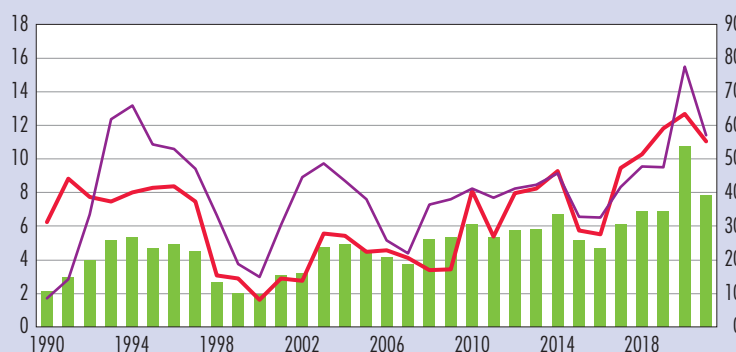
40 %
vers l'Asie

11 %
vers l'ASEAN, soit **174 milliards de dollars**

Flux d'investissements directs étrangers entrants

(en % du total mondial)

■ Asie (échelle de droite) — ASEAN — Chine



Note : ASEAN, Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar (ex. Birmanie), Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam).

Sources : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), calculs de l'auteur.



La région ASEAN¹ a largement tiré parti de la mondialisation des chaînes de valeur et concentre **désormais plus de 10% des investissements directs étrangers (IDE) mondiaux depuis 2018**.

Ce mouvement reflète le basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie-Pacifique avec l'essor de la Chine et une dynamique interne propre à la zone qui devrait s'amplifier dans les années à venir. Cela est d'autant plus remarquable que les pays de la région présentent des caractéristiques hétérogènes en matière de développement économique, de régime juridique et de stabilité politique.

1 L'intégration commerciale des pays de l'ASEAN a précédé l'essor des IDE

Le succès économique des pays de l'ASEAN repose sur la capacité de ces pays à s'intégrer dans les chaînes de production mondiales et à attirer les flux d'investissements directs. Dès 1992, les pays de l'ASEAN ont signé un accord de libre-échange (AFTA, ASEAN Free Trade Area) qui réunit d'abord six membres (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), avant de s'élargir progressivement au Vietnam (1995), au Laos et au Myanmar (ex. Birmanie) (1997), et au Cambodge (1999). Cet accord de libre-échange entre les pays de l'ASEAN a été complété par des accords bilatéraux et multilatéraux avec d'autres pays partenaires (Chine, Japon, Corée du Sud, Inde, Australie, Nouvelle-Zélande, et Taiwan), lesquels ont fini par déboucher sur la mise en place d'un partenariat économique régional global (RCEP, Regional Comprehensive Economic Partnership), entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022². Cet accord encourage les investissements directs et s'appuie largement sur les dispositions prévalant déjà au sein de l'ASEAN, mais sans être aussi exhaustif que le CPTPP (Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership).

L'ASEAN compte l'un des nombres les plus élevés d'accords internationaux d'investissement contractés par

chacun des pays membres : en avril 2021, les États membres de l'ASEAN avaient signé 221 traités comportant des dispositions relatives à l'investissement dans le cadre d'accords de libre-échange (ALE) et 287 traités bilatéraux d'investissement avec des États non membres de l'ASEAN, ce qui traduit la ferme volonté des États membres d'attirer les IDE et de renforcer les relations d'investissement avec les économies partenaires.

Pour continuer à attirer des IDE et stimuler l'intégration commerciale, les pays de l'ASEAN doivent agir de concert afin de maintenir un environnement favorable aux investisseurs étrangers. Cependant, ces pays offrent une grande hétérogénéité au regard du cadre politique, institutionnel et réglementaire. La réduction des risques politiques internes constitue aussi une condition pour une intégration plus efficace. En outre, si les restrictions sur les IDE peuvent être assouplies (cf. *infra*), les gouvernements doivent conjointement renforcer les normes environnementales, sociales et de gouvernance des entreprises.

L'essor des investissements socialement responsables représente d'ailleurs un enjeu important pour lequel les IDE jouent un rôle particulier notamment en matière de verdissement de l'économie et de financement de la transition climatique. À cet égard, les données n'apportent pas encore de preuve tangible de cet essor. Ainsi le secteur des énergies renouvelables attire encore un nombre limité d'IDE, alors que la transition énergétique tarde en ASEAN puisque les pays membres affichent toujours une très large dépendance aux énergies fossiles (deux tiers du mix énergétique en 2020).

La pandémie a conduit à une chute de 30% des flux d'IDE en 2020, suivie en 2021 d'un retour au niveau de 2019. Les pays signataires du RCEP représentent de 30 à 40% des IDE reçus par l'ASEAN lorsque l'on intègre les flux entre pays signataires, une proportion importante, mais qui reste minoritaire en comparaison des pays tiers (principalement non asiatiques), qui continuent de fournir l'essentiel des flux³ (cf. graphique 1 *infra*).

1 Association des nations d'Asie du Sud-Est : organisation créée par l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande et les Philippines en 1967, et qui s'est élargie au Brunei (1984), au Vietnam (1995), au Laos et au Myanmar (1997), et enfin au Cambodge (1999).

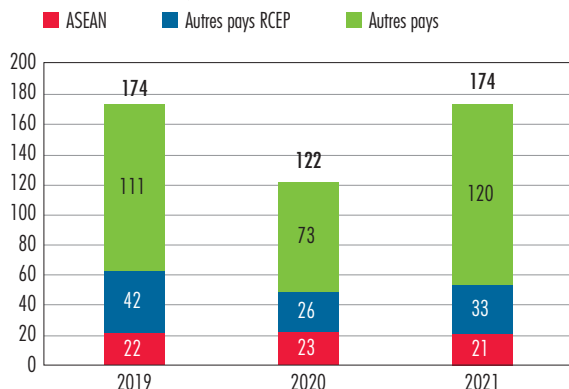
2 Le RCEP est composé de 15 membres : les 10 pays de l'ASEAN et l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande. Cf. également l'encadré de l'article n° 246/4 du *Bulletin de la Banque de France* : « L'Asie du Sud-Est : une région à parité avec les États-Unis dans les exportations mondiales », mai-juin 2023.

3 Hong Kong ne fait pas encore partie du RCEP, mais est candidat depuis mars 2022.



G1 Montant des investissements directs étrangers dans les pays de l'ASEAN par région d'origine

(en milliards de dollars)



Note : RCEP, *Regional Comprehensive Economic Partnership*.

Partenariat économique régional global réunissant 15 membres : les 10 pays de l'ASEAN et l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et la Nouvelle-Zélande.

Source : ASEANstats.

Les pays de l'ASEAN reçoivent une part croissante des IDE mondiaux

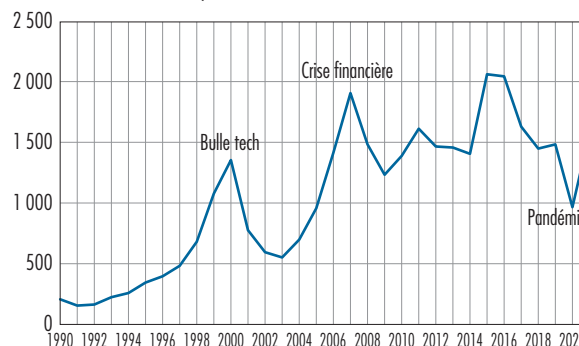
La mondialisation des échanges s'accompagne de la croissance des flux d'IDE dans le monde⁴. Mais cette croissance est loin d'être linéaire, car elle dépend du cycle économique et de la conjoncture boursière. En effet, les flux d'IDE recouvrent aussi bien les investissements nouveaux (*greenfield investments*) que les opérations de fusion-acquisition d'entreprises. La vigueur de la conjoncture économique comme la valorisation boursière des entreprises influent favorablement sur les flux transfrontaliers d'investissements directs (cf. graphique 2). En 2020, les pays membres du RCEP représentaient 15% du stock mondial d'IDE et un tiers des flux mondiaux, ce qui souligne ainsi leur importance croissante dans les investissements à l'échelle internationale.

L'attractivité de la zone Asie progresse, et notamment celle des pays de l'ASEAN

Au total, l'Asie prise dans son ensemble est devenue la destination principale des IDE mondiaux avec près du tiers sur la période postérieure à 2010 (cf. tableau), une tendance qui s'accroît sur les années récentes (35% en 2019 puis 54% en 2020, avant de revenir à 39%

G2 Flux mondiaux d'investissements directs étrangers

(en milliards de dollars)



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

en 2021), à la fois conséquence et cause de son poids croissant dans l'économie mondiale (39% du PIB mondial en 2021, en dollars courants). La progression des flux mondiaux d'IDE au fil du temps illustre la mondialisation des échanges et l'extension des chaînes de valeur mondiales. Concernant les stocks d'IDE reçus, la région Asie représente 20% du total mondial, un chiffre quasi stable depuis 2011.

La crise financière asiatique (1997-1998) a fortement pesé sur les pays de l'ASEAN en entraînant un recul durable des IDE en l'espace d'une décennie. Ce n'est qu'à partir de 2010 que les flux d'IDE en proportion des flux mondiaux ont de nouveau augmenté avec une progression sensible sur les dernières années (cf. graphique 3 *infra*).

À l'inverse, la Chine n'a pas subi de choc spécifique majeur au cours des quarante dernières années même si la progression des pays de l'ASEAN apparaît encore

Part dans les investissements directs étrangers entrants

(en % du total mondial)

	Moyenne 1990-1999	Moyenne 2000-2009	Moyenne 2010-2021
Asie	19,1	20,4	32,5
dont Chine	7,8	7,9	8,3
dont ASEAN	6,8	3,8	8,8
Union européenne (hors Royaume-Uni)	31,7	32,8	21,9
États-Unis	20,2	15,7	16,9

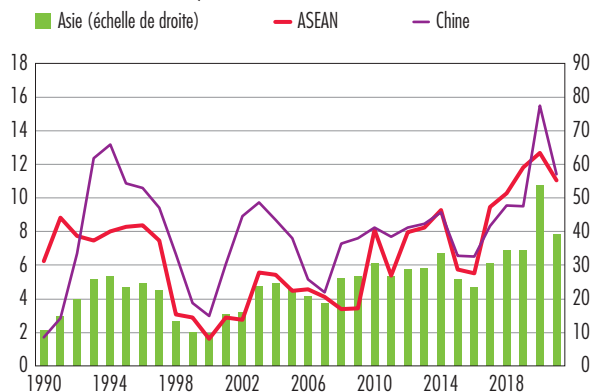
Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (UNCTAD).

4 Cf. ASEAN (2022).



G3 Flux d'investissements directs étrangers entrants

(en % du total mondial)



Sources : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), calculs de l'auteur.

plus remarquable que celle de la Chine, notamment sur la période 2010-2021. L'admission de la Chine au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001 a constitué un puissant facteur d'attraction des investissements étrangers vers ce pays, au détriment des investissements dans le reste de l'Asie émergente, au moins jusqu'au début des années 2010.

En parallèle, la part des États-Unis s'est érodée, mais plus encore celle de l'Union européenne (UE) qui a perdu 10 points sur la période 2010-2021 comparée aux années 1990, ce qui illustre le mouvement de redirection des investissements, notamment manufacturiers, vers l'Asie émergente.

2 Singapour est le principal récipiendaire et exportateur d'investissements directs en Asie du Sud-Est

Cette attractivité croissante est principalement le fait de quelques pays, en raison de la qualité de leur gouvernance ou de la taille de leur marché intérieur.

Sous cet angle, l'ensemble ASEAN demeure disparate, avec aux deux extrêmes Singapour, classé au deuxième rang mondial selon l'enquête annuelle de la Banque mondiale « Ease of Doing Business » et le Myanmar (ex. Birmanie) qui est tout en bas du classement (165^e rang mondial). La Malaisie et la Thaïlande sont bien classées, mais souffrent cependant de déficits d'infrastructures et de

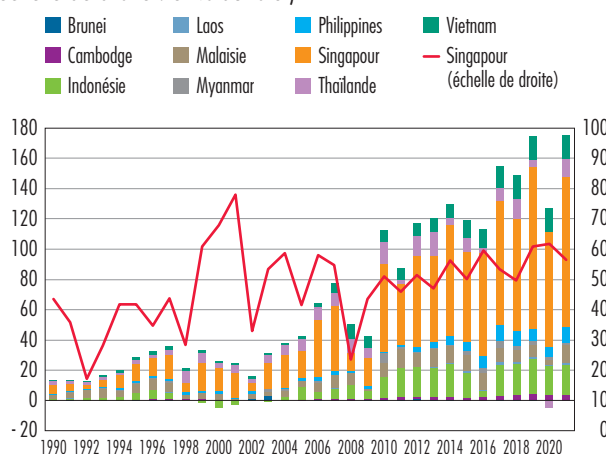
formation de la population active. L'Indonésie et le Vietnam se situent en position intermédiaire. Ces deux pays disposent toutefois d'avantages spécifiques. Le Vietnam bénéficie de sa proximité avec la Chine et d'une main-d'œuvre peu chère et relativement bien formée (97 millions d'habitants pour une population active de 56 millions de personnes)⁵. L'Indonésie possède le plus grand marché intérieur au sein de l'ASEAN, avec une population de près de 275 millions d'habitants, et affiche une forte croissance.

Singapour reçoit désormais plus de 50 % des IDE destinés à l'ASEAN

Au fil des années, Singapour a conforté son rôle de place financière en Asie du Sud-Est. C'est notamment le cas pour les IDE puisque **depuis 2010, plus de 50 % des flux d'IDE vers l'ASEAN sont dirigés vers Singapour**, qui ne représente que 12 % du PIB de la région (cf. graphique 4). La cité-État se place loin devant l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam dans les destinations les plus prisées par les investisseurs étrangers. Cependant ce chiffre doit être remis en perspective dans la mesure où beaucoup d'investissements étrangers utilisent des structures de droit singapourien (fonds de capital investissement, sièges sociaux régionaux, centre régional de trésorerie), avant de réinvestir dans les pays de la région, voire au-delà.

G4 Flux d'investissements directs étrangers dans les pays de l'ASEAN

(échelle de gauche : en milliards de dollars ;
échelle de droite : en % du total)



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

⁵ Données de la Banque mondiale (2020).



Quant aux stocks d'IDE, Singapour concentre les deux tiers du stock d'IDE reçus (64 %) par les pays de l'ASEAN (cf. graphique 6), un chiffre en progression constante puisqu'il atteignait 43 % en 2000 et 55 % en 2010.

Singapour s'affirme aussi comme la principale porte d'exportation d'investissements directs de la région

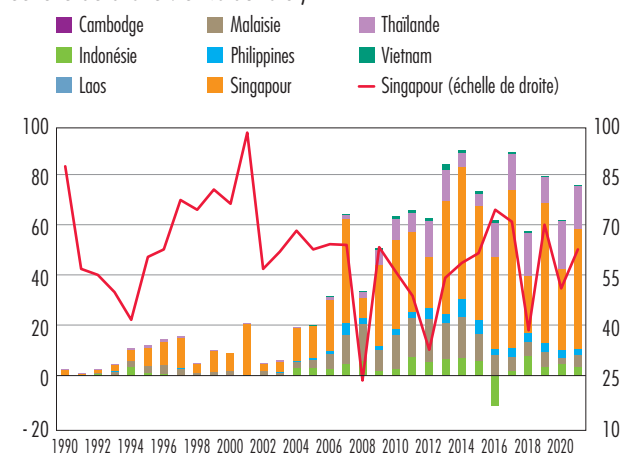
S'agissant des flux d'IDE sortants, Singapour se classe nettement au premier rang, suivi de la Thaïlande, ce dernier pays disposant de groupes actifs à l'international, notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire et de la distribution (cf. graphique 5).

En matière d'IDE sortants, la place prépondérante occupée par Singapour résulte à la fois de l'importance de sa place financière, mais aussi du rôle particulier joué par Temasek et GIC, les deux fonds souverains de Singapour devenus au fil des ans des acteurs importants dans les prises de participation à l'étranger.

Les flux intra-ASEAN (pays émetteurs et pays récipiendaires des IDE) demeurent globalement stables d'une année à l'autre (entre 20 et 25 milliards de dollars par an), mais ont plutôt tendance à diminuer en part relative compte tenu de l'attractivité croissante des autres pays de la région.

G5 Flux d'investissements directs étrangers sortants des pays de l'ASEAN

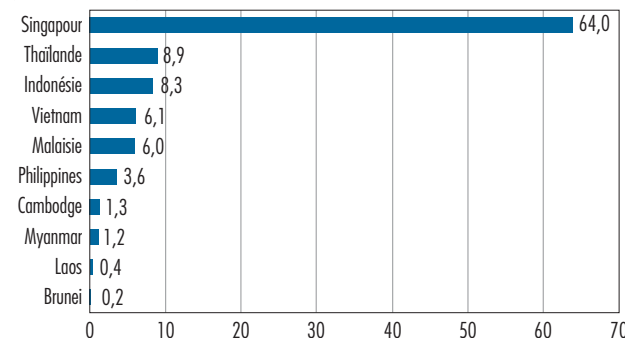
(échelle de gauche : en milliards de dollars ;
échelle de droite : en % du total)



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

G6 Répartition du stock d'investissements directs étrangers entre les pays de l'ASEAN en 2021

(en % du total)



Source : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

3 Les investissements sont diversifiés sur le plan sectoriel, mais contraints par la persistance de restrictions gouvernementales

Les secteurs financier et manufacturier recueillent une part prépondérante des investissements directs en ASEAN

Les secteurs de la finance et manufacturier recueillent plus de la moitié des flux d'investissements annuels dans l'ASEAN, proportion assez stable même si certaines opérations importantes peuvent ponctuellement modifier le poids relatif des secteurs sur une année donnée (cf. graphique 7 *infra*).

Si les flux d'IDE dans le secteur financier (banque et assurance) prédominent, avec plus du tiers des investissements annuels, le secteur manufacturier en attire près du quart, ce qui illustre le rôle des pays de l'ASEAN comme plateforme de production.

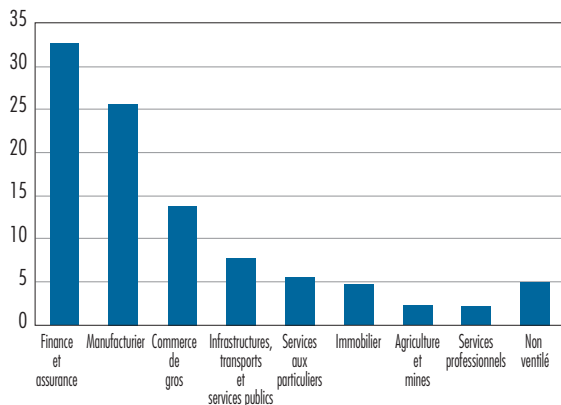
Au cours de la décennie écoulée, la composition sectorielle des flux d'IDE reçus a peu évolué. Les services au sens large représentent environ deux tiers du total, quand le manufacturier en représente en moyenne environ un quart. À l'exception de Singapour, la part du secteur des services dans les IDE au sein de l'ASEAN sur les cinq dernières années s'est élevée en moyenne à 40 %, niveau conforme à la part des services dans l'économie de l'ensemble.

En revanche, le secteur des ressources naturelles (agriculture et mines) ne recueille qu'une fraction très faible des IDE (2 à 4 % depuis 2016), ce qui témoigne à la fois de



G7 Ventilation sectorielle du flux d'investissements directs étrangers dans les pays de l'ASEAN en 2021

(en % du total)



Source : ASEANstats.

la fermeture de ces secteurs aux investissements étrangers, mais également de la montée en gamme des économies de la région vers des secteurs à plus haute valeur ajoutée.

Le degré de restriction réglementaire varie d'un pays à l'autre et selon les secteurs

L'indice de restriction réglementaire en matière d'investissements directs étrangers établi par l'Organisation de coopération et de développement économiques

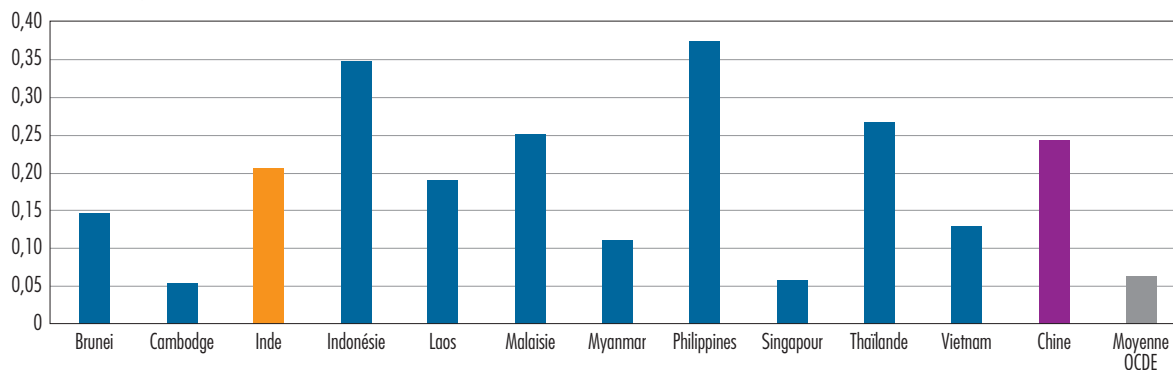
(OCDE) ⁶ révèle une situation contrastée au sein de l'ASEAN. Singapour et le Cambodge affichent le niveau de restrictions réglementaires le plus faible tandis que l'Indonésie et les Philippines ont mis en place au contraire des restrictions fortes, qui sont même plus élevées qu'en Inde, pays pourtant réputé peu ouvert aux investissements étrangers (cf. graphique 8).

Les restrictions varient d'un secteur à l'autre et d'un pays à l'autre. Par exemple, Singapour limite drastiquement voire interdit les participations étrangères dans les médias, tandis que la Malaisie prohibe les investissements étrangers dans l'essentiel du secteur de la distribution. De manière générale, le secteur des médias est le plus fermé au sein des pays de l'ASEAN, suivi de la distribution, du secteur primaire, et des transports. À l'inverse, le secteur secondaire affiche les restrictions les plus faibles, ce qui est cohérent avec la politique industrielle de ces pays qui cherchent à attirer les entreprises manufacturières étrangères sur leur sol.

À cet égard, les atouts économiques de Singapour, en tant que place financière internationale disposant également d'un secteur manufacturier important orienté vers la technologie et la pharmacie, en font une destination privilégiée des investissements étrangers.

G8 Indice de restriction réglementaire aux investissements directs étrangers en 2019

(échelle entre 0 et 1)



Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

6 Cf. OCDE (2019) et ASEAN FDI Regulatory Restrictions Database.



4 Le poids des IDE américains reste dominant dans l'ASEAN

La présence américaine demeure prépondérante

En matière de flux, les États-Unis continuent d'occuper une place prépondérante parmi les investisseurs étrangers dans les pays de l'ASEAN. Ainsi leur part s'établissait à 23 % en 2021 (cf. graphique 9), en progression par rapport à 2019 (19 %), rapportée à un flux total quasi identique (174 milliards de dollars).

La part de la Chine progresse de manière notable en 2021 (près de 8 %), soit environ le double des flux observés dans les années prépandémie (environ 4-5 %). Elle reste toutefois encore modeste relativement aux États-Unis. Elle talonne cependant l'UE, et dépasse désormais le Royaume-Uni qui jusqu'en 2019 représentait environ 5 % des flux d'IDE, mais dont les flux sont négatifs depuis cette date à la suite de cessions d'investissements opérées en 2020 et 2021⁷.

Enfin, les flux d'IDE intra-ASEAN mettent en évidence la montée en puissance des groupes industriels et financiers des pays de l'ASEAN, notamment thaïlandais dans le domaine des biens industriels et des services professionnels ou encore singapouriens dans les secteurs financier et immobilier.

L'examen des données de stock indique clairement le rôle prépondérant des États-Unis en matière d'investissements directs devant l'UE, suivi des participations croisées des autres pays de l'ASEAN (cf. graphique 10).

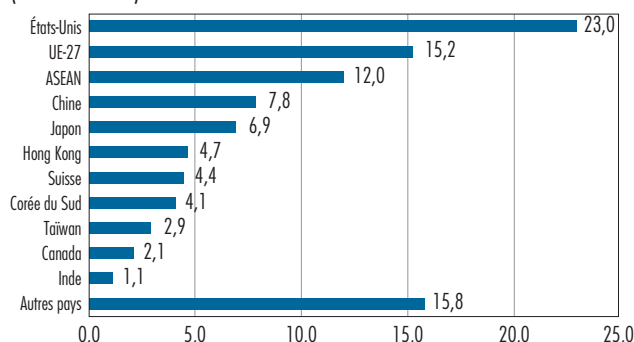
Les flux américains sont principalement tournés vers le secteur de la technologie

Sur un plan sectoriel, les IDE américains⁸ sont en particulier orientés vers les centres de données, de la technologie, les secteurs manufacturier et du commerce de gros. Avec le rapide développement de la numérisation, les centres de données sont devenus un des principaux vecteurs d'investissement des grandes entreprises de technologie américaines et chinoises⁹. Facebook, Microsoft, Google et TikTok y poursuivent des politiques d'investissement ambitieuses dans la région et en particulier à Singapour sous la forme de nouvelles implantations.

S'agissant de Singapour, qui représente près des deux tiers du stock d'IDE dans l'ASEAN, la répartition entre pays investisseurs est légèrement biaisée en faveur des pays occidentaux par rapport à l'ensemble de l'ASEAN. De fait, la part de la Chine est plus réduite (2 %, contre 3 % pour l'ensemble de l'ASEAN) et la part des États-Unis majorée (25 %, contre 19 %) tout comme celle de l'UE (12 %, contre 11 %), mais à la marge.

G9 Origine géographique des flux d'investissements directs étrangers en ASEAN en 2021

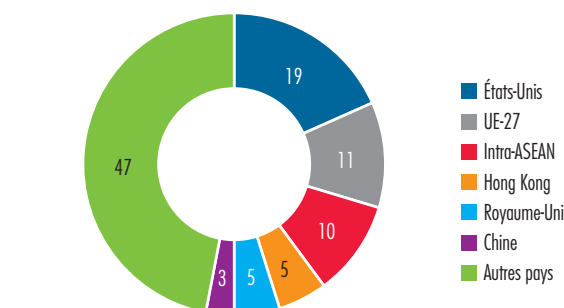
(en % du total)



Source : ASEANstats.

G10 Origine géographique des stocks d'investissements directs étrangers en ASEAN en 2020

(en % du total)



Source : ASEANstats.

⁷ Le distributeur Tesco a en effet vendu fin 2020 la totalité de ses activités en Thaïlande et en Malaisie à un groupe thaïlandais.

⁸ « U.S.- ASEAN-10 Trade and Investment Facts », United States Trade Representative.

⁹ 40 % des centres de données en ASEAN sont détenus par des intérêts étrangers ou des coentreprises.



Cela reflète à la fois la structure de l'économie singapourienne – plus orientée vers la finance et les secteurs de haute technologie hi-tech que le reste des pays de l'ASEAN – mais aussi potentiellement un environnement politique plus facile à appréhender pour les sociétés occidentales que celui du reste des pays de l'ASEAN (environnement réglementaire plus lisible et plus stable, absence de corruption, meilleure protection de la propriété intellectuelle, qualité des infrastructures, etc.) et sans doute la perception d'une proximité plus forte avec l'Occident en raison des alliances stratégiques du pays.

5 La Chine monte en puissance progressivement

Les flux d'IDE chinois s'inscrivent en hausse

La montée en puissance des investissements chinois s'effectue à un rythme encore modéré. Ainsi en 2021, la Chine a représenté près de 8 % des flux entrants alors que le stock d'IDE ne s'élève encore qu'à 3 % du stock total (2 % en 2015). Néanmoins, ce chiffre sous-estime sans doute sensiblement l'importance des investissements chinois qui pour partie transitent par des structures extra-territoriales établies à Hong Kong ou dans les Îles Vierges britanniques. En revanche, les pays de l'UE à 27 enregistrent une érosion notable de leur position : le chiffre de 11 % du stock d'IDE en 2020 constitue ainsi un recul par rapport aux 17 % observés en 2015.

En dépit d'une intégration commerciale croissante, la Chine représente encore une part modeste, bien qu'en augmentation, des flux d'IDE, avec un stock d'IDE chinois encore très faible au regard de celui des pays occidentaux.

Les IDE chinois devraient cependant continuer à croître, accompagnant la croissance des flux d'échanges de biens et services. Ainsi en 2020, l'ASEAN est devenue le principal partenaire commercial de la Chine devançant l'UE pour la première fois, la Chine étant déjà pour sa part le principal partenaire commercial de l'ASEAN depuis 2009.

Plusieurs facteurs devraient stimuler la hausse des IDE chinois dans les pays de l'ASEAN :

1. La dynamique des flux commerciaux qui entraîne à terme le développement de filiales locales ;
2. Les tensions commerciales avec les États-Unis qui contribuent à détourner une partie du trafic commercial et à inciter à la relocalisation d'une partie des chaînes de valeur vers les pays de l'ASEAN, avec le Vietnam comme principal bénéficiaire à ce stade ;
3. L'essor économique de la région dont le potentiel de croissance va demeurer un pôle d'attraction pour les investissements étrangers en général. Sur ce dernier aspect, l'orientation des investissements chinois témoigne d'un intérêt croissant pour la région.

Les « nouvelles routes de la soie » et les enjeux de la transition climatique favorisent l'essor des investissements chinois dans l'ASEAN

Les IDE chinois et les projets de construction dans les pays de l'ASEAN ont augmenté respectivement de 85 % et de 33 % depuis le lancement de l'initiative des nouvelles routes de la soie ¹⁰ en 2013, avec une concentration des investissements sur quatre pays : Indonésie, Malaisie, Philippines et Vietnam.

En 2020, sur fond de réduction des IDE chinois à l'étranger, les pays d'Asie du Sud-Est sont devenus la principale destination des IDE chinois. Ainsi sept pays d'Asie du Sud-Est figurent parmi les dix principaux destinataires : Singapour, Indonésie, Malaisie, Vietnam, Laos, Thaïlande et Cambodge, aux côtés des Émirats arabes unis, du Bangladesh et du Kazakhstan.

Une étude récente menée sur les 95 projets liés à l'initiative des nouvelles routes de la soie, lancés avant et pendant la période de janvier 2021 à mars 2022 dans les pays de l'ASEAN, montre que plus de 40 projets ont été conduits en Indonésie, principal pays récipiendaire, le Cambodge et le Laos, avec 10 projets chacun, se plaçant au deuxième rang. Si la Chine intervient dans le financement de projets, elle investit également fréquemment au travers de ses entreprises, ses projets contribuant à la hausse des IDE chinois à l'étranger.

¹⁰ Aussi nommée *Belt and Road Initiative* (BRI).



Sur le plan sectoriel, l'énergie, les transports, l'exploitation des métaux et la construction sont privilégiés, ce qui répond dans une large mesure aux besoins d'infrastructures des pays d'accueil, mais aussi au souci de sécuriser les approvisionnements en matières premières de la Chine.

Dans le contexte de la pandémie et face aux difficultés rencontrées par certains projets d'infrastructures, la Chine a orienté une partie de ses nouveaux investissements vers des projets d'infrastructures plus légers comme la santé ou l'économie numérique. Ainsi TikTok ¹¹, un des principaux réseaux sociaux chinois, cible désormais en priorité les pays de l'ASEAN après sa sortie forcée du marché américain. Il poursuit des investissements en Indonésie, en Thaïlande, au Vietnam et en Malaisie et a fait de Singapour son centre régional où il prévoit de réaliser des investissements substantiels.

Parallèlement, alors que dans la plupart des pays de l'ASEAN, les entreprises publiques chinoises (SOE) ont jusqu'à récemment exercé un rôle majeur dans les investissements directs, compte tenu de la nature des secteurs traditionnellement visés, cette évolution vers le numérique devrait aussi favoriser la direction des flux en provenance du et vers le secteur privé.

Enfin, lors du sommet de novembre 2021, la Chine et l'ASEAN se sont engagées à renforcer leur coopération en matière d'économie verte, circulaire et faiblement carbonée. Un des principaux fabricants de batteries électroniques chinois (CATL) s'est ainsi engagé dans le cadre d'une coentreprise avec un partenaire indonésien à investir 6 milliards de dollars pour favoriser le développement de véhicules électriques grâce aux ressources du pays en lithium. Plus globalement, l'Indonésie a attiré 15 milliards de dollars d'investissements dans la chaîne de valeur liée aux véhicules électriques, profitant également de ses réserves en nickel et en cobalt. Les enjeux de la transition climatique devraient favoriser les coopérations industrielles bilatérales entre les pays de l'ASEAN et la Chine.

À l'avenir, les pays de l'ASEAN devraient conforter leur pouvoir d'attraction sur les investissements directs étrangers au travers de trois secteurs porteurs : **véhicules électriques, électronique et numérique** sur lesquels ces pays sont déjà bien positionnés.

Ils devraient aussi continuer à bénéficier d'une relocalisation partielle des chaînes de valeur actuellement centrées sur la Chine. Une dissociation croissante s'opère d'ores et déjà entre sites de production en Chine orientés vers le marché intérieur et sites asiatiques consacrés à l'alimentation du marché régional ou mondial (approche « Chine + 1 ») ¹².

Compte tenu du dynamisme économique de la région dont la croissance devrait dépasser celle de la Chine en 2022, une performance remarquable qui pourrait se prolonger, **l'ASEAN devrait demeurer une destination prisée des investissements directs mondiaux, en raison de la taille de son marché (620 millions d'habitants ¹³) et de son rôle croissant dans les chaînes de valeur internationales.**

Les tensions commerciales sino-américaines constituent à la fois une opportunité et un risque pour les pays de la région. D'un côté, la situation incite les chaînes de production à sortir de Chine et à se déplacer vers l'ASEAN (scénario Chine + 1), de l'autre, la possible bifurcation des chaînes de valeur avec la relocalisation d'activités au plus proche des pays occidentaux (« *nearshoring* ») pourrait pénaliser la région.

La mise en œuvre de l'accord de libre-échange conclu en Asie-Pacifique (RCEP), si elle est effectivement suivie d'effets en particulier dans le secteur des services, **constitue à cet égard un enjeu de premier ordre pour l'ASEAN afin de stimuler davantage le commerce intra-zone.** Ainsi, Singapour paraît à nouveau particulièrement bien placé pour tirer avantage de son rôle de plaque tournante économique et financière pour l'Asie du Sud-Est.

¹¹ « TikTok expands its reach in Southeast Asia », *China Daily*, mars 2022.

¹² Les entreprises présentes en Asie tendent à dissocier leur organisation entre la Chine d'une part et le reste de l'Asie d'autre part.

¹³ La classe moyenne des pays de l'ASEAN est estimée à 190 millions de personnes en 2020 et pourrait dépasser 330 millions en 2030.



Bibliographie

ASEAN, Association des nations d'Asie du Sud-Est (2021)
« Joint statement of the ASEAN-China special summit to commemorate the 30th anniversary of ASEAN-China dialogue relations: comprehensive strategic partnership for peace, security, prosperity and sustainable development », 22 novembre.

ASEAN (2022)

ASEAN Investment Report 2022.

Chi (M.) (2022)

« RCEP, FDI and the 2030 Agenda: how the RCEP investment chapter could help achieve the SDGs? », ARTNeT on FDI Working Paper Series, n° 3, Bangkok, ESCAP, février.

Mantovani (I.) et de Crombrugghe (A.) (2022)

« Foreign investment has helped to deliver growth in Southeast Asia – can it also deliver sustainable development? », Hinrich Foundation, octobre.

OCDE, Organisation de coopération

et de développement économiques (2019)

Investment Policy Review of Southeast Asia.

Zheng (W.) (2022)

« Assessing the belt and road initiative in Southeast Asia amid the COVID-19 pandemic (2021-2022) », ISEAS Perspective, n° 57, mai.

Éditeur

Banque de France

Secrétaire de rédaction

Nelly Noulon

Directeur de la publication

Claude Piot

Réalisation

Studio Création

Direction de la Communication

Rédaction en chef

Corinne Dauchy

ISSN 1952-4382

Pour vous abonner aux publications de la Banque de France

<https://publications.banque-france.fr/>

Rubrique « Abonnement »

